

# FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS

-----

## DEUXIÈME CONGRÈS - MONTLUÇON (octobre 1887)

-----

La Commission d'organisation du deuxième Congrès crut pouvoir obtenir du Conseil général de l'Allier et du Conseil municipal de Montluçon les subsides que les organisations lyonnaises avaient obtenus, mais leurs demandes restèrent vaines.

*«Ah! dirent les organisateurs dans leur compte rendu, si les délégués du Congrès de Lyon avaient servi la classe des possédants, s'ils avaient, au lieu d'avoir voté presque à l'unanimité la socialisation des moyens de production, maintenu le statu quo, c'est-à-dire voté pour le maintien de la propriété individuelle, cause de l'exploitation de l'homme par l'homme, soyez certains, chers camarades, que nos édiles auraient voté tout ce qu'il aurait fallu pour l'organisation de ce Congrès».*

Une quarantaine seulement de délégués (1) représentaient quelques associations de Paris, Lyon, Montluçon et Vierzon. Le grand leader du Congrès était M. Dormoy (aujourd'hui maire collectiviste de la ville), assisté de M. Farjat (de Lyon). Ces deux personnages représentaient l'élément collectiviste pur qui ne devait pas tarder à donner à la Fédération sa nuance politique et l'affilier au guesdisme. Cette affiliation allait être la perte de la Fédération.

-----

La première séance, qui se tint le dimanche 23 octobre, fut tumultueuse. Le drapeau rouge est arboré, et sur l'injonction du commissaire de police d'avoir à faire disparaître le signe révolutionnaire, le Congrès refuse de se soumettre. M. Dormoy, qui préside la séance, fait l'apologie du «drapeau des travailleurs du monde entier».

*«Le drapeau tricolore, dit-il, est nationaliste; c'est sous ce drapeau que la bourgeoisie a commis toutes ses trahisons envers la patrie, tous les crimes et les assassinats envers la classe ouvrière. Waterloo, Metz et Sedan sont là pour justifier nos dires, en ce qui concerne la lâcheté et la trahison; brumaire, décembre, juin 1848 et mai 1871 sont là aussi pour justifier ce que nous avançons, en ce qui concerne le crime et l'assassinat.. C'est avec le drapeau rouge que l'on a, en France, relevé deux fois la République, en 1793 et en 1871. Aujourd'hui, c'est encore sous ses plis que le prolétariat entend tenir ses assises, comme demain ce sera avec le drapeau rouge qu'il luttera pour son émancipation».*

Et le commissaire se retire intimidé.

*«A Montluçon, dit M. Farjat, dès la première séance, on arbore le drapeau rouge. Cela prouve que l'heure de l'émancipation des travailleurs est proche!*

*A Lyon, 45 syndicats sont déjà réunis. Il faut que partout on en fasse autant. Ce sera le moyen d'éviter une révolution, ou, si cette révolution est nécessaire, d'en assurer le succès».*

Cette naïveté fait involontairement songer au sabre de M. Prudhomme.

(1) MM. Aillot, Berger, Combomoreil, Carron, Charbonnier, Roussel (de Paris), Broyer, Chàbrier, Demonfoux, Eglen, Farjat, Ferrat, Gagnaire, Robin, Sibilat, Maytre, Martino, Dormoy, Létang, Bichler, Mazelier, Chambard, Basly (ce dernier se fit excuser).

Sur la question: *De la Fédération*, M. Carron (des mécaniciens de la Seine) insiste sur la nécessité d'une Fédération.

*«Les statistiques démontrent, dit-il, que sur la masse composant la population française, il existe (chose ignoble!) trois quarts d'exploités pour un quart d'exploiteurs. Que doit-on conclure de là? Que si l'exploité se trouve malheureux, c'est qu'il tolère lui-même son exploitation!»*

M. Dormoy élargit le débat et parle de l'organisation nationale et internationale par métier.

*«Partout, dit-il, où les travailleurs se sont trouvés concentrés par les conditions mêmes du travail, des Chambres syndicales ont surgi. Mais isolés, sans lien avec les syndicats de même métier, existant sur les autres points de la France, ou à l'étranger, ces organisations purement locales ont été impuissantes à tenir tête aux prétentions patronales.*

*Que de grèves bien conduites et bravement soutenues ont été malgré tout vaincues par l'importation d'ouvriers étrangers ou par l'exécution du travail hors de la localité en lutte! C'est ainsi que, lors de la grève des charpentiers de Paris, en 1881, les patrons ont envoyé leurs ordres en Suède.*

*Mais, même en dehors de ce cas spécial, les facilités de communication - routes, chemins de fer, navigation fluviale et maritime - permettent aux capitalistes de disséminer leurs ateliers sur différents points du territoire.*

*Pour remédier à tous ces maux, pour empêcher les employeurs de faire battre entre eux, pour l'augmentation de leurs profits, les travailleurs des différentes villes et des différents pays, les unions nationales et internationales de métiers s'imposent.*

*Ces organisations joueront un grand rôle dans révolution de la classe ouvrière. Elles réuniront les éléments de la statistique ouvrière (nombre des ouvriers de chaque métier, leur distribution dans les différents métiers du pays et des pays voisins, le taux de la main-d'œuvre par ville, par région et par nation, le rapport des salaires avec le prix des vivres et des autres objets de première nécessité, l'abondance ou la rareté du travail). Elles surveilleront les déplacements ouvriers, dirigeront les ouvriers sur les points utiles, les empêcheront de se rendre là où il y a grève et là où les salaires sont réduits par la surabondance des bras. Elles établiront des bureaux d'embauchage ou dirigeront les bourses du travail en délivrant des passes aux ouvriers voyageurs; et, comme au temps du compagnonnage, mais sans les côtés réactionnaires et vexatoires de l'institution, l'ouvrier rencontrera, partout où il ira, des camarades pour le recevoir, l'aider à trouver du travail et le secourir matériellement et moralement.*

*La société capitaliste se caractérise par l'anarchie de la production: tout industriel produit sans s'inquiéter de l'état du marché et des besoins de la consommation. Les ouvriers paient chèrement cette anarchie capitaliste par des chômages annuels et des crises décennales de surproduction. Les unions de métier auront à dresser les statistiques de la production, non dans l'espoir de la réglementation, car tant que les capitalistes ne seront pas expropriés par et pour la société, on ne pourra rétablir l'ordre, mais afin de tourner le désordre capitaliste au profit de la classe ouvrière, en ne faisant commencer les grèves que dans tes moments de travail à haute pression, en essayant de ralentir la production dès que les marchandises s'accumulent».*

Puis MM. Carron et Girault combattent l'utilité, dans l'organisation fédérative, des Conseils régionaux, qui sont *«des rouages arrêtant l'organisation de la Fédération»* et la nécessité d'une cotisation de cinq centimes par mois et par membre pour subvenir aux frais des Congrès, cette cotisation devant empêcher beaucoup de syndicats de faire partie de la Fédération.

La deuxième question du programme: *Des conditions de l'affranchissement du travail, et des mesures immédiatement protectrices des travailleurs (journée de huit heures, minimum de salaire, interdiction du marchandage)*, est discutée sans grand intérêt. Nous n'y relevons qu'une timide allusion à la grève générale de M. Combomoreil et une attaque furieuse de M. Sibilat contre le

familistère de Guise, où l'orateur a été contre-maître. Cette violente agression contre «*l'association du capital et du travail, cette panacée, ce dada enfourché par les socialistes philanthropoderoses (!)*» serait curieuse, si l'on ne voyait trop le ressentiment jaloux de l'homme expulsé.

«*M. Godin, dit l'orateur, n'est qu'un vulgaire exploiteur... Aussi ne me laisserai-je jamais de crier à mes compagnons de chaîne: «Arrière tous ces faux bonshommes qui font du socialisme à raison de trois cent quatre-vingt mille francs par an !»*»

-----

La troisième et dernière question a trait au *Congrès international de 1888* et à la *Législation internationale du Travail*. Les rapports sur ces questions sont absolument insuffisants. Nous ne nous y attarderons pas.

Disons que le seul résultat du Congrès fut de voter l'élimination, de l'organisation fédérale, des Conseils régionaux, dont l'inutilité était incontestée.

Il n'y eut plus dorénavant que le Conseil national et des Conseils locaux.

Le Conseil national était composé de vingt et un membres pris dans l'ensemble des syndicats de la localité où se tient le Congrès.

Les Conseils locaux étaient formés dans les villes ayant au moins cinq chambres syndicales.

Ces résolutions du Congrès de Montluçon simplifiaient les rouages de la Fédération, qui aurait pu fonctionner, si déjà elle ne s'était trouvée désorganisée par l'influence politique des guesdistes.

-----

### **Léon de SEILHAC**

*“Les Congrès Ouvriers en France (1876-1897)”*

Bibliothèque du Musée Social

Editeurs: Armand COLIN et compagnie

- 1899 -

Extrait constitué des pages 204 à 209

-----